

\*La version française suit ci-dessous\*

November 17, 2020

The Right Honourable Justin Trudeau  
Prime Minister

The Honourable Chrystia Freeland  
Deputy Prime Minister and Minister of Finance

House of Commons  
Ottawa, ON  
K1A 0A6

**Re: Action Plan on Women in the Economy Taskforce**

Dear Prime Minister Trudeau and Minister Freeland,

The economic downturn caused by this pandemic has had a disproportionate impact on women. The underlying conditions of economic inequality such as low wages, precarious employment, and a lack of labour protections in women-majority fields (retail and service roles, the care sector, and the nonprofit sector) have contributed to challenging employment conditions for women concentrated in essential occupations on the frontlines of the pandemic. It is no coincidence that Black, Indigenous and racialized women, including recent (im)migrants, women living with disabilities, senior women, and members of the 2SLGBTQI+ community are overrepresented in these jobs. Throughout the pandemic school closures and inaccessible child care has made it difficult for women to participate in the paid workforce, even for those working from home as women spend almost double the time than men on unpaid care work. As a result, women's labour force participation has dropped to the lowest in 30 years, and the pandemic-induced recession has been labeled a she-cession by economic experts.

Given these circumstances, we welcomed the recent commitment in the Throne Speech to address women's economic inequality through the creation of a taskforce to guide an Action Plan on Women in the Economy. The taskforce has tremendous potential to steer Canada towards a feminist economic recovery that lays the foundation for a more equal, inclusive and sustainable economy. However, the success of this taskforce will be contingent on its composition and mandate, where it is housed in government, the financial resources it is given, and the ongoing commitment of the government to take up the taskforce's recommendations.

We recommend that the taskforce include women's rights and gender equality organizations— specifically those taking an intersectional approach and working in service of Black, Indigenous, and racialized women to meaningfully address the intersecting impacts of systemic racism, sexism, and economic inequality. Centering the voices of women in all of their diversity, no matter what their immigration status or country of birth, will be critical to ensuring the action plan uplifts the most marginalized. This includes women with precarious immigration status (migrant workers, international students, refugee claimants, women without or with “lapsed” immigration status) who are typically excluded or do not qualify from protection policies (such as CERB/CRB, and tax-based benefits tied to residency requirement).

Ensuring that women’s rights organizations support the development, implementation, and monitoring of the Action Plan will inform economic recovery plans that support all women. A critical component of the recovery must be a progressive vision of a care economy that values women’s paid and unpaid work and expands and protects the care sector. Solely focusing on “business, boards, entrepreneurship, and STEM” as a pathway to women’s economic empowerment is ignoring the immediate needs of women workers marginalized by the pandemic and the centrality of care to the well-being of society and the economy. As a result, we call on the taskforce to be representative of experts on care and members of civil society who work on economic justice – not just members of the business community.

Women’s economic inequality is so far reaching that a feminist economic recovery plan needs to take a “whole of government” approach. The taskforce should be housed centrally under the Office of the Prime Minister or the Deputy Prime Minister involving all relevant departments. It must be adequately resourced, and its mandate should be defined in consultation with feminist civil society organizations and feminist economists. This will ensure the taskforce can truly address the interconnected and deeply rooted nature of women’s economic inequality while developing targeted and innovative solutions.

COVID-19 has highlighted the need and opened up possibilities for this government to take bold, inclusive and historic actions to address women’s economic inequality. The only way we will overcome the crisis is to make the economy work for women, and a feminist and intersectional approach to economic transformation is critical to realizing that potential. The experience and expertise of diverse women’s rights organizations committed to economic justice across the country will be invaluable to your government’s taskforce to act upon lived experiences of women from all walks of life.

Sincerely,

-----

Re : Plan d’action du groupe de travail sur les femmes dans l’économie

Cher premier ministre Trudeau et chère ministre Freeland,

Le ralentissement économique provoqué par la pandémie a eu un impact disproportionné sur les femmes. Les conditions structurelles de l’inégalité économique, telles que les bas salaires, les emplois précaires et l’absence de protection du travail dans les métiers où les femmes sont majoritaires (commerce de détail et services, secteur des soins et secteur à but non lucratif), ont contribué à aggraver les conditions d’emploi des femmes concentrées dans les professions essentielles en première ligne de la pandémie. Ce n’est pas une coïncidence si les femmes noires, autochtones et racisées, y compris les (im)migrantes récentes, les femmes en situation de handicap, les femmes âgées et la communauté 2SLGBTQI+ sont surreprésentées dans ces emplois. Pendant toute la pandémie, les fermetures d’écoles et l’inaccessibilité des services de garde ont rendu difficile la participation des femmes au marché du travail rémunéré, même pour celles qui travaillent à domicile, car les femmes passent presque deux fois plus de temps que les hommes à s’occuper de leurs enfants sans rémunération. En conséquence, la participation des femmes au marché du travail a atteint son niveau le plus bas depuis 30 ans, et la récession provoquée par la pandémie a été qualifiée de « she-cession » par les experts économiques.

Dans ces circonstances, nous nous réjouissons de l’engagement pris récemment dans le discours du Trône de s’attaquer à l’inégalité économique des femmes par la création d’un groupe de travail chargé de piloter un plan d’action sur les femmes dans l’économie. Ce groupe de travail a de grandes possibilités d’orienter

le Canada vers une reprise économique féministe qui jettera les bases d'une économie plus égalitaire, plus inclusive et plus durable. Le succès de ce groupe de travail dépendra toutefois de sa composition et de son mandat, de l'endroit où il sera hébergé dans l'appareil gouvernemental, des ressources financières octroyées et de l'engagement continu du gouvernement à suivre ses recommandations.

Nous recommandons que le groupe de travail comprenne des organisations qui œuvrent pour les droits des femmes et l'égalité des sexes, plus particulièrement celles qui adoptent une approche intersectionnelle et se mettent au service des femmes noires, autochtones et racisées, afin que les répercussions du racisme systémique, du sexisme et de l'inégalité économique soient véritablement prises en compte. Il sera essentiel de faire entendre toute la diversité des voix des femmes, quel que soit leur statut d'immigration ou leur pays d'origine, pour que le plan d'action vienne en aide aux plus marginalisées. Cela inclut les femmes ayant un statut d'immigration précaire (travailleuses migrantes, étudiantes internationales, demandeuses d'asile, femmes sans statut d'immigration ou ayant un statut d'immigration « expiré ») qui sont généralement exclues ou ne peuvent bénéficier des politiques de protection (comme la Prestation canadienne d'urgence, et les avantages fiscaux liés à l'exigence de résidence).

Il est crucial que des organisations œuvrant pour les droits des femmes participent au développement, à la mise en œuvre et au suivi du Plan d'action pour que les initiatives de relance économique soutiennent toutes les femmes. Un élément essentiel de la reprise doit être une vision progressiste d'une économie des soins qui valorise le travail rémunéré et non rémunéré des femmes et qui amplifie et protège le secteur des soins. Se concentrer uniquement sur « les entreprises, les conseils d'administration, l'entrepreneuriat et les STIM » comme voie vers l'autonomisation économique des femmes, c'est ignorer les besoins immédiats des travailleuses marginalisées par la pandémie et oublier le caractère central des soins pour le bien-être de la société et de l'économie. Par conséquent, nous demandons au groupe de travail d'inviter un nombre représentatif de spécialistes des soins et de membres de la société civile qui travaillent à instaurer la justice économique — et pas seulement des membres du monde des affaires.

L'inégalité économique des femmes est si généralisée qu'un plan de relance féministe doit adopter une approche « pangouvernementale ». Nous demandons au gouvernement de veiller à ce que le groupe de travail ne soit pas isolé au sein du gouvernement — il devrait plutôt être hébergé de manière centralisée sous le Bureau du premier ministre ou de la vice-première ministre, avec la participation de tous les ministères concernés. Il doit être doté de ressources suffisantes et son mandat doit être défini en consultation avec les organisations féministes de la société civile et des économistes féministes. Cela permettra au groupe de travail d'appréhender la nature interconnectée et profondément enracinée de l'inégalité économique des femmes, tout en développant des solutions ciblées et innovantes.

La COVID-19 a révélé la nécessité et multiplié les occasions pour ce gouvernement de prendre des mesures audacieuses, inclusives et historiques visant à pallier l'inégalité économique des femmes. Pour surmonter la crise, nous devons faire en sorte que l'économie fonctionne pour les femmes, et une approche féministe et intersectionnelle de la transformation économique est essentielle à la réalisation de ce projet. L'expérience et l'expertise d'organisations diverses œuvrant pour les droits des femmes et pour la justice économique de tout le pays apporteront une contribution inestimable au groupe de travail de votre gouvernement pour agir sur la base des expériences vécues par les femmes de tous les horizons.

Sincèrement,

--

Action Canada for Sexual Health and Rights  
Afghan Women's Organization (AWO)  
Amnesty International Canada  
Barbra Schlifer Commemorative Clinic  
Canadian Centre for Gender and Sexual Diversity  
Canadian Centre for Policy Alternatives  
Canadian Community Economic Development Network  
Canadian Federation of Nurses Unions (CFNU)  
Canadian Federation of University Women - BC Council  
Canadian Federation of University Women (CFUW)  
Canadian Feminist Alliance for International Action  
Canadian Research Institute for the Advancement of Women (CRIAW)  
CARE Canada  
Centre ontarien de prévention des agressions (COPA)  
Chatham-Kent Sexual Assault Crisis Centre  
Child Care Now (Canadian Child Care Advocacy Association of Canada)  
Childcare Resource and Research Unit  
Chinese & Southeast Asian Legal Clinic  
Coalition of Child Care Advocates of BC  
Coalition Pour L'Equite Salariale du Nouveau-Brunswick Inc.  
DisAbled Women's Network of Canada  
Durham Rape Crisis Centre  
Ending Violence Association of Canada  
FCJ REFUGEE CENTRE  
Focus for Ethnic Women Waterloo Region Inc.  
Immigrant Women Services Ottawa  
Interim Place  
KCWA Family and Social Services

Keepers of the Circle

Lady Ballers Camp

Maison d'hébergement pour femmes francophones - La Maison

Margaret's Housing and Community Support Services

National Association of Women and the Law / L'Association nationale Femmes et Droit

National Congress of Black Women Foundation

Newcomer Women's Services, Toronto

North York Women's Centre

Oasis Centre des femmes

OCASI-Ontario Council of Agencies Serving Immigrants

Ontario Nonprofit Network

Oxfam Canada

Platform

Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick

Rexdale Women's Centre

Sistering - A Woman's Place

South Asian Legal Clinic of Ontario

South Asian Women's Centre

South Asian Women's Rights Organization Inc.

The Canadian Partnership for Women and Children's Health (CanWaCH)

The Redwood

The Windsor Women Working With Immigrant Women

The Women's Centre of Halton

The Women's Legal Education and Action Fund Inc. (LEAF)

Times Change Women's Employment Service

Unifor

WMRCC of Durham

Women Transforming Cities International Society

Women's Enterprise Skills Training of Windsor Inc.

Women's Health in Women's Hands CHC

Women's National Housing and Homelessness Network

Women's Shelters Canada - Hébergement femmes Canada

Women's Support Network of York Region

Working Women Community Centre

YWCA Canada

YWCA Toronto